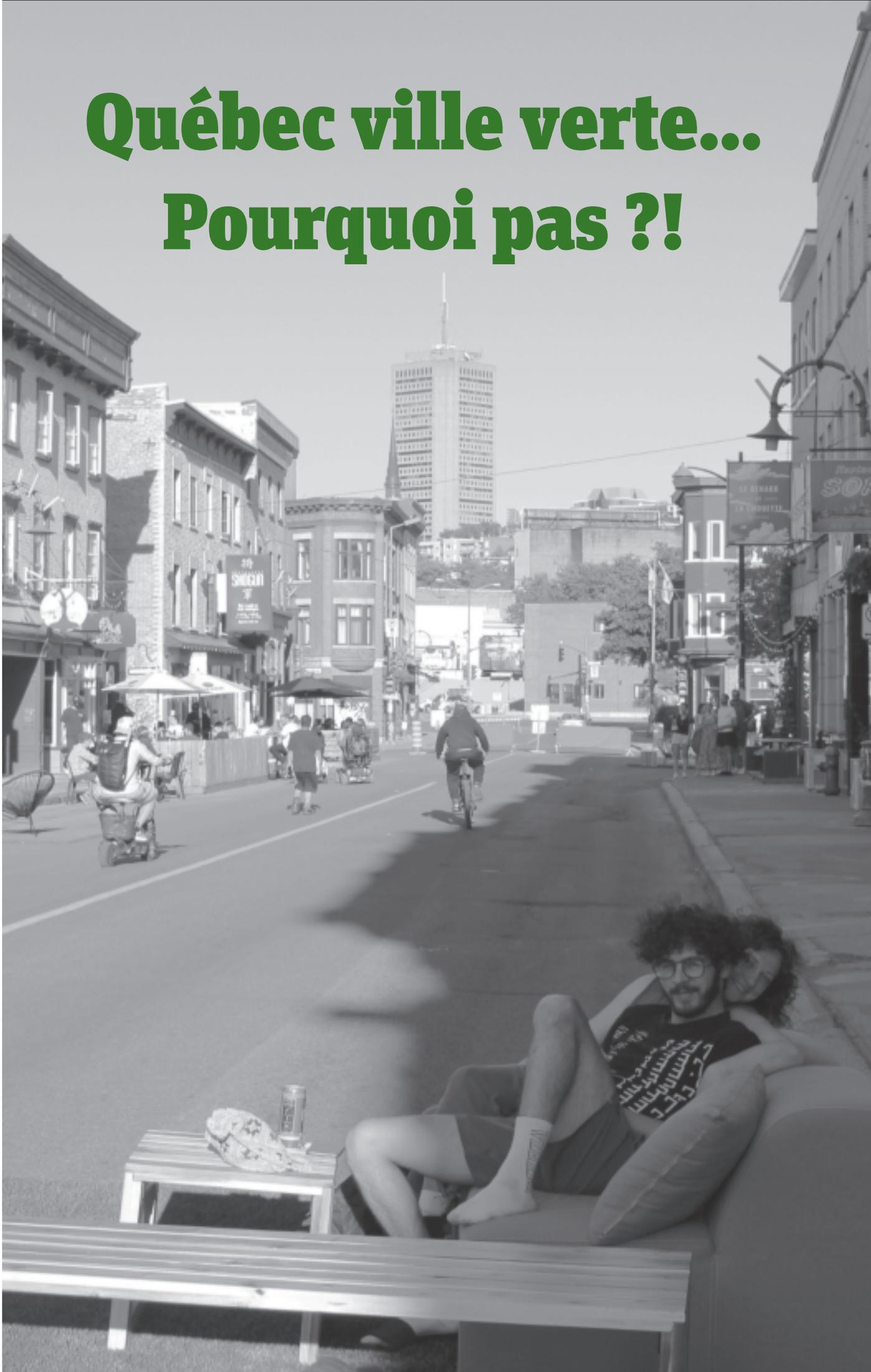


Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 48, Numéro 3, Été 2021 > Droitdeparole.org

Québec ville verte... Pourquoi pas ?!



Deux amoureux sur la rue Saint-Vallier ouest, le 12 juin 2021.

Photo DDP

Mobilisation contre le 3e lien

Le projet de tunnel Québec-Lévis est critiqué de toutes parts. Au centre-ville, un front commun d'organisations communautaires et citoyennes a été créé avec Catherine Dorion, la députée du comté de Taschereau. C'est le début d'une lutte citoyenne. **P. 3**

Rencontre avec Jackie Smith de Transition Québec

Le parti municipal Transition Québec a mis l'environnement et la justice sociale au cœur de son programme. Rencontre avec la cheffe du parti qui s'est engagé à rendre le transport en commun gratuit et qui reste à ce jour le seul parti à s'affirmer haut et fort contre le projet de tunnel Québec-Lévis. **P. 4**

Le retour de la ville éphémère

C'est le retour des agréables rues piétonnes et partagées pour la saison estivale. Si elles sont devenues des priorités pendant la pandémie de COVID-19, ces mesures ne pourraient-elles pas aussi guider des projets plus durables? **P. 5**

Rêver une ville plus verte

Par **Sophie Lavoie**

J'ai toujours adoré la ville. Son bruit, sa vie nocturne, ses habitants marginaux, son ivresse et son dynamisme.

En vieillissant, mes sentiments changent à l'égard de la vie urbaine et de la manière dont nous l'habitons. Avec la pandémie, l'inébranlable urbaine que je suis, a pris conscience du territoire majestueux qui occupe de façon bien plus imposante le territoire de ma province, que la ville où j'habite. Et tout ce que je peux en connaître, c'est la façon dont politiciens et entrepreneurs conçoivent ce territoire comme des ressources économiques qui permettront au Québec de « se mettre su'a map » avec ce fameux Plan Nord repris par tous les gouvernements depuis Charest, à leur propre sauce.

Quand tu as passé ta vie à l'intérieur d'un périmètre délimité par des autoroutes, symbole même de notre civilisation, ce jargon d'hommes économiques ne signifie que peu de choses, mais semble à priori vendeur. Une nation qui est née colon, mourra colon.

Je ne comprends plus ce qui me fait autant vibrer en ville lorsque j'explore ce territoire si beau qui nous entoure. Toute la grandeur qui occupe notre belle province est si majestueuse et riche, que j'entre en ville avec le sentiment de me trouver profondément insignifiante et imposteure.

La vérité, c'est que la ville me dégoûte de plus en plus. Elle me donne envie de hurler, de frapper vos machines et d'en utiliser une moi-même pour décapiter cet univers artificiel que nous avons créé. Mon cœur semble vouloir déborder à tout moment, alors qu'une voiture me frôle, me rappelant que je ne suis pas chez nous, mais sur les routes gracieusement payées par des contribuables, qui ne se demandent même plus à quoi servent ces longues semaines de labeur, vides de sens, à travailler et à oublier de respirer et de rire : il faut bien bétonner, asphalter, recouvrir, aplatir et uniformiser ce territoire que nous voulons à tout prix contrôler et dominer. Une fois l'hiver venu, nous devons à tout prix pelleter toute cette neige blanche en avant et la souiller, afin que nos machines puissent circuler librement dans leur empire de béton.

Je rêve d'une ville où les rires des enfants qui jouent dans ma cour arrière,

qui me berce alors que je tente d'échapper à ce monde et d'entrer dans la douce imagination de mes petits voisins, ne seront plus interrompus par un moteur qui passe ou une voiture qui vient se garer, retirant ainsi tout l'espace nécessaire à la poursuite de ces histoires imaginaires.

Je rêve de marches urbaines ensevelies par la nature du territoire québécois. Des arbres à n'en plus finir,

des bâtisses fédérales recouvertes par du lichen, de la mousse et un sol épais nourri par les pleurs des épinettes et des érables. Dans mes rêves, les cours d'écoles deviendraient des jungles, à l'image de cette forêt boréale qui nous entoure. Les rues piétonnes n'existeraient plus puisqu'elles seraient la norme. On croiserait de temps en temps des « rues pour voitures », mais elles ne seraient là que pour de petites questions logistiques. La ville deviendrait moins sale et plus lente. Face à cette lenteur, nous travaillerions peut-être moins et nous nous amuserions sans doute plus. De toute manière, ce riche écosystème urbain aurait besoin de petites mains pour l'entretenir. Face à la richesse du sol, les jardins communautaires deviendraient l'activité nationale et l'étiquette « produits du terroir » perdrait son sens. Les allées des commerces seraient remplies de produits conçus ici, sur les rues même où jadis circulaient des milliers de gros moteurs qui empêchaient toute forme de vie végétale et humaine de s'épanouir à leur plein potentiel.

Je me perds dans mes rêveries, qui, je vous l'entends dire, sont des utopies irréalistes de jeune femme gauchiste irrationnelle. De toute façon, la raison n'est pas verte et touffue ; elle est grise et droite, à l'image du monde moderne. J'espère tout de même pouvoir laisser aux générations futures et à mes enfants une ville soutenable et harmonieuse, puisque le modèle que je vois sous mes yeux ne semble pas pouvoir tenir à long terme.

À tous mes concitoyens urbains, je voudrais surtout vous souhaiter un été doux et pas trop chaud alors que nous croupissons autour du béton. Un été tranquille aussi, puisque l'année que nous venons de vivre a été stressante et agitée. Je nous invite à revendiquer et à exiger toujours plus de rues piétonnes et partagées, à refuser toute nouvelle construction grise et sale du XXe siècle et à rappeler aux politiciens que le droit au parking doit venir loin derrière le droit de profiter de la nature à l'intérieur même de nos quartiers et de toute la richesse qu'elle a à nous offrir. Et devant la lenteur des décideurs et conseillers municipaux à verdir nos quartiers, réunissons-nous entre voisin et aménageons nous-mêmes de jolies espaces verts temporaires, où les enfants peuvent jouer, les adultes se reposer et les aîné.e.s, nous raconter leur savoir. Nous avons de toute façon déjà commencé.



Une jeune femme arrose des fleurs sur la rue Saint-Vallier Ouest.

Photo : DDP

ERRATUM

Des imprécisions se sont glissées dans l'article Arrêté.e.s du G7 : accusations et détentions abusives du journal d'avril-mai dernier. 1. La peine maximale pour attroupement illégal est de six mois de prison (et non deux ans). 2. Il n'y a pas eu de prises d'empreintes digitales pour Déliane et Linda. 3. Concernant la première vidéo-comparution : Elle a eu lieu le jour même des arrestations, et non pas le lendemain. (W.S.E)

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droiddeparole.org

droiddeparole.org

Retrouvez *Droit de parole* sur Facebook
Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de

discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du

ministère de la Culture et des Communications du Québec.
Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747

Tirage : 6 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs
Équipe du journal :
Francine Bordeleau, Yorik Godin, Robert Lapointe, Simon M. Leclerc, Monique Girard, Alexandre Dumont, Marc Grignon, W. Stuart Edwards

Coordination : Comité de rédaction
Révision : Alexandre Dumont, Lorraine Paquet
Design : Gabriel Julien
Collaboration spéciale :
Michaël Lachance, Gilles Simard, Sophie Lavoie, Mathieu Parent.
Photos : Gilles Simard, Marc Grignon, DDP, TQ.

Imprimeur : Les travailleurs syndiqués de Hebdo-Litho



Le tunnel prend l'eau

Par Stuart W. Edward

Les chamailleries entre la CAQ et les opposants du troisième lien prennent de plus en plus les allures d'une guerre de tranchées de longue haleine où s'opposent l'idéologie du tout-à-l'auto et la nécessaire transition écologique.

Les politiciens et opposants se mobilisent

Au niveau municipal, Jackie Smith de Transision Québec se dit féroce opposée au troisième lien et Jean Rousseau de Démocratie Québec exprime de sérieuses réserves sur la dimension automobile. Au provincial, les solidaires et péquistes campent fermement du côté des opposants. Au fédéral, seuls les conservateurs appuient ouvertement le projet.

Régis Labeaume a accepté à contrecœur le package deal comprenant le tramway, des voies réserves sur quelques autoroutes, et le tunnel Québec-Lévis.

Mais la facture reste tellement salée que ça pourrait faire sauter le projet. Plusieurs groupes communautaires se mobilisent. La population a d'autres besoins criants et un tel gaspillage de fonds publics est choquant. Le logement, l'éducation et la santé doivent

avoir la priorité. S'enfoncer encore plus dans la logique du tout-à-l'auto, ça ne tient pas la route.

Le fédéral prend ses distances

Malgré une annonce en grande pompe, François Legault a refusé d'assumer la totalité des coûts. Il espère refileur un certain pourcentage à Ottawa. Mais depuis quand le fédéral est-il obligé de financer une promesse électorale de la CAQ pour plaire à l'auto-droite et aux radios poubelles ? Peu importe le nombre d'élus de la CAQ dans la grande région de Québec, au bout du compte il est impossible de justifier six ou sept milliards \$ pour à peine quelques milliers d'utilisateurs. Le gaspillage est trop évident.

Réalité alternative ou science probante ?

Catherine Dorion a été critiquée pour sa métaphore de ligne de coke, mais la CAQ s'accroche tellement à ses hallucinations mégalomanes que ça commence à ressembler étrangement à une dépendance malsaine. On ne peut pas vivre éternellement dans un vingtième siècle révolu.

En 2021 la science nous informe sur les coûts réels de l'automobile et les technologies alternatives se mul-

tiplient. Aujourd'hui, mettre une autoroute dans un tunnel sous un fleuve n'a aucun sens.

Si la CAQ avait une étude sérieuse à présenter, le ministre Bonnardel l'aurait fait. En refusant obstinément de répondre aux questions les plus élémentaires sur le nombre de déplacements et les gaz à effet de serre, il donne aux adversaires tout ce qu'il faut pour lutter efficacement contre sa folie.

Le flou entourant les voies d'accès dans Saint-Roch met encore plus d'huile sur le feu. Les résidents sont tannés de voir leur milieu saccagé pour faire place à d'innombrables autos.

Où est le BAPE ? La CAQ promet des études et M. Bonnardel s'engage à ajuster le projet en fonction des résultats, tout en affirmant que le BAPE n'est qu'un facteur parmi d'autres. Cependant, le BAPE va donner aux opposants un important forum pour faire connaître leurs arguments.

La guerre ne fait que commencer. D'ici 2027, date prévue pour le début de la construction, il y aura des élections municipales, provinciales et fédérales. À tous ces niveaux le troisième lien va devenir l'exemple par excellence de ce qu'il faut ne pas faire si on veut lutter contre l'étalement urbain et les changements climatiques.

Front commun contre le 3e lien



Mobilisation des associations et de la députée de Taschereau Catherine Dorion contre le 3e lien.

Photo : DDP

« Ce n'est qu'un début. On annonce qu'on est prêt à mener une lutte et qu'on va la mener ! » a affirmé la députée de Taschereau, Catherine Dorion, lors de la conférence de presse du 28 mai dernier. « Je suis là comme députée du centre-ville. C'est pas une bataille entre partis politiques, c'est une bataille de citoyens qui aiment leur villes », a-t-elle poursuivi en rappelant que le tunnel Québec-Lévis va augmenter le trafic et le parc automobile.

Dans son projet de tunnel à dix milliards, le gouvernement de la CAQ prévoit une sortie dans le quartier Saint-Roch et une autre près du centre Vidéotron. La députée de Taschereau a souligné à quel point la CAQ ne connaît pas le centre-ville de Québec. « Ils ne savent même pas comment on prononce « d'Estimauville » a-t-elle souligné pour démontrer le peu d'intérêt de la CAQ pour la vie des résidents de ce secteur.

Sous les bretelles de l'autoroute Dufferin-Montmorency qui traverse le quartier Saint-Roch, la députée était entourée de six conseils de quartier, des comités

citoyens de Saint-Roch et Saint-Sauveur. En tout, quatorze organisations forment le Front commun contre le tunnel Québec-Lévis.

Les luttes citoyennes ne sont pas vaines

Nicol Tremblay, militant de la première heure au Comité des citoyens et des citoyennes du quartier Saint-Sauveur, nous a rappelé que dans les années 1970, le gouvernement voulait faire passer une autoroute dans le quartier Saint-Sauveur sur le boulevard Charrest et sur la rue Arago et démolir au passage quelque 2 500 logements. La mobilisation des citoyens et les citoyennes du quartier, comme l'ont fait aussi ceux de Saint-Jean-Baptiste contre l'autoroute devant passer sur la rue Saint-Gabriel, a permis de stopper les projets du gouvernement de l'époque. Nicol Tremblay se rappelle que c'est finalement à l'élection du Parti québécois en 1976, que les projets ont été définitivement abandonnés. (N.C)

Organisations contre le 3e lien :

Conseil de quartier de Lairer
 Conseil de quartier de Saint-Roch
 Conseil de quartier de Saint-Sauveur
 Conseil de quartier du Vieux-Limoilou
 Conseil de quartier de Montcalm
 Conseil de quartier de Maizerets
 Table citoyenne Littoral Est
 Accès Saint-Laurent Beauport
 Voix citoyenne - Québec
 Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur
 TRAAQ - Collectif pour un transport abordable et accessible à Québec
 Engrenage St-Roch
 REPAC 03-12
 Craque-Bitume
 CEVES - Coalition étudiante pour un virage environnemental et social
 La planète s'invite à l'Université Laval
 AELIÉS - Association des étudiantes et des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures

Entrevue avec Jackie Smith

La transition écologique, c'est maintenant



Jackie Smith, candidate à la mairie de Québec.

Photo : TQ

Par Nathalie Côté

Transition Québec, le jeune parti progressiste fondé en 2017, tentera de se faire élire en novembre prochain à la mairie de Québec. Le programme du parti est étoffé et inspirant, avec l'environnement et la justice sociale au cœur des engagements. Les candidates et les candidats de Transition Québec sont jeunes et allumés. Droit de parole a abordé quelques-uns des engagements du parti avec la cheffe et aspirante mairesse, Jackie Smith, résidente de Limoilou.

- Jackie Smith, votre parti est le seul parti municipal contre le 3e lien, le controversé tunnel Québec-Lévis?

- On est le seul parti municipal contre le 3e lien en effet, mais avec plus de 46 % des citoyens et des citoyennes de Québec qui sont contre aussi ! On parle de ce projet depuis les années 1970 à Québec. Un troi-

sième lien aura un effet désastreux sur la pollution et sur la qualité de l'air. Cela va créer de l'étalement urbain et coûter une fortune. Avec un tunnel si profond, il n'y a pas de modèle à suivre. C'est tellement gros et pas nécessaire. La CAQ veut augmenter la présence d'automobiles, alors qu'il y a déjà trop d'autos dans Saint-Roch.

- Avez-vous un plan pour sortir les citoyens du trafic automobile?

- La seule façon de régler les problèmes de circulation, c'est d'investir dans le transport en commun, le transport actif, et de rendre les villes plus faciles à marcher.

- Quelles villes vous inspirent?

- Copenhague, Rome, La Havane.

- À Copenhague, le quartier Christiania est complètement piétonnier. Transition Québec irait-il jusque là?

- Ce serait super! Mais cela ne se fait pas du jour au lendemain. C'est un projet à long terme.

- Sommes-nous prêts à ça à Québec?

- Il y a un changement générationnel. On ne veut plus d'auto. C'est du gaspillage de nos espaces. Une auto est stationnée 90% du temps. Il y a actuellement un vrai désir d'avoir une vie sans auto. Mais il n'y a pas assez de logements abordables avec des espaces plus verts. Le logement social est une priorité pour nous aussi. »

- Comment comptez-vous verdir la basse-ville?

- Il faut déminéraliser la basse-ville, protéger les parcs et les espaces verts existants. Il a y une prise de

conscience que les arbres et la verdure ont un impact sur la qualité de la vie, mais on en fait pas assez actuellement pour verdir les centres-villes.

- Et les arbres qui seront coupés pour le passage du tramway? Allez-vous les protéger?

- Si on prend le pouvoir, on va garder le tramway, mais on va aussi garder les arbres. L'administration actuelle choisit les autos. Nous on choisit les arbres!

- Votre parti s'engage à rendre le transport en commun gratuit. Comment allez-vous faire?

- On estime qu'il y a sept millions de dollars dépensés chaque année à la gestion des tarifs (cartes opus, gestion du payage, etc.). On pourrait aussi ajouter une taxe sur l'essence de 3 cents le litre. Une taxe à peine perceptible pour les automobilistes. Ce genre d'action peut s'appliquer localement. Montréal le fait déjà. En fait, on veut enlever toutes les barrières pour prendre le bus. D'ailleurs, le transport en commun est gratuit dans plusieurs villes. Qu'on pense à Boston, Florence, et bien des villes françaises.

- Votre slogan est LA bus gratuite. Pourquoi pas Le bus?

- C'est un régionalisme de Québec. Ici on dit LA bus. C'est aussi un peu d'humour à cause de mes origines anglophones. Je suis née à Hamilton en Ontario.

- La gratuité du transport en commun pourrait-elle se faire rapidement?

- Ce serait quelque chose qu'on pourrait mettre en place la première journée. C'est faisable. Ce n'est pas très cher de rendre le transport en commun gratuit et cela va augmenter le bien-être des gens.

Interdiction de l'alcool après 20h dans les parcs

Des propositions alternatives

La Ville de Québec a interdit la consommation d'alcool dans ses parcs après 20 h à la suite des problèmes survenus à la fin mai, notamment des rassemblements ayant entraîné des accumulations de déchets et ayant donné lieu à des bagarres.

À Québec, la classe politique bien-pensante en a profité pour demander plus de répression. Labeaume n'a donc pas hésité à appliquer la loi et l'ordre. Mais ici et là, des voix se sont élevées, dont celle d'Alexandra Tremblay, candidate du district Saint-Roch - Saint-Sauveur aux prochaines élections municipales pour le parti Transition Québec.

« C'est un règlement, qui malgré une intention peut-être sincère, est profondément discriminatoire - tout le monde n'a pas une cour pour recevoir à l'extérieur en respect des mesures de santé publique » écrit-elle. « Comprenez-nous bien : des événements comme ceux survenus au parc Victoria (à la fin mai) sont inacceptables. Le respect des règles sanitaires et la propreté de nos espaces publics sont primordiaux. »

Alexandra Tremblay et son équipe ont développé quelques propositions qui permettraient d'améliorer le vivre ensemble de nos espaces communs, tout en tenant compte du désir de la population de faire de petits rassemblements extérieurs. Elle a proposé une escouade vivre-ensemble : « La formation d'équipes soutenues et financées par la Ville de Québec qui auraient pour mission de sensibiliser sur le terrain

les gens aux réglementations en vigueur, ainsi qu'aux règles sanitaires à observer. » Elle propose également une implication des organismes dans la collecte des déchets.

S'inspirer des Valoristes

« Les Valoristes par exemple, qui récoltent les matières consignées dans le but d'en faire un revenu d'appoint, sont déjà dans Saint-Roch et font un travail incroyable », a-t-elle écrit.

Elle a proposé également de l'innovation en matière d'aménagement urbain. « Certaines personnes se rappelleront peut-être des cercles qui avaient été tracés au sol l'an dernier dans plusieurs parcs pour inciter les gens à observer les consignes sanitaires. Pourquoi ne pas en faire à nouveau? Et cette fois-ci, chacun pourrait avoir un thème ou une couleur unique! Il serait possible de diviser le terrain de façon stratégique avec des bacs de fleurs par exemple, pour que chaque espace puisse accueillir un nombre de personnes maximum, facilitant ainsi un usage socialement responsable des parcs. »

En outre, elle a proposé des investissements en infrastructures dans les parcs. « Les files d'attente pour les toilettes sont interminables et ce, même en plein jour. Pour bien répondre aux besoins, ça prend plus de blocs sanitaires. Il faut aussi mettre à jour les pancartes de réglementation, ajouter des poubelles ainsi que des stations de désinfectants. Une chose est claire:

il faut adapter nos parcs aux besoins grandissants de la population. Après plus d'un an de pandémie, nous n'avons plus d'excuses. Nous devons nous adapter à cette nouvelle réalité. » (N.C)



Alexandra Tremblay, candidate pour Transition Québec dans le district Saint-Roch Saint-Sauveur

Photo : TQ

Le retour de la ville éphémère

Par **Marc Grignon**

Les rues piétonnes, les rues partagées et les places éphémères reviennent en nombre accru cet été. Ces aménagements saisonniers, qui existaient déjà, bien qu'en nombre limité avant l'été 2020, sont devenus un moyen intéressant de favoriser le respect des mesures sanitaires dans l'espace public en contexte de lutte contre la pandémie de COVID-19, et ils se sont multipliés.

Au moment d'écrire cet article, tous les projets de l'été 2021 ne sont pas encore réalisés, mais force est de constater les efforts investis par la Ville de Québec pour améliorer la convivialité de l'espace public : plus de quarante « places éphémères » sont prévues, et même si parfois ces placettes redoublent des places publiques existantes (comme la place des Jardins de l'Hôtel-de-Ville), l'importance du geste doit être soulignée. À ceci s'ajoute une dizaine de rues piétonnes et une quinzaine de rues partagées, dont l'impact sur la vie de quartier est encore plus significatif quand les aménagements se complètent entre eux. Ainsi, la place Saint-Jean-Baptiste, sur le parvis de l'église, amorce un enchaînement qui comprend les rues Deligny et Richelieu, partagées pour l'été, en plus de la rue Claire, dont le statut de voie partagée est permanent. On voit ainsi poindre l'idée d'un secteur complet où la cohabitation des voitures, des vélos et des piétons dans un espace commun est mise de l'avant.

Ces aménagements estivaux, pris dans leur ensemble, font temporairement émerger une ville meilleure, plus conviviale et plus sereine, mise en place pour quelques mois dans un espace où les problèmes, eux, sont tenaces : manque de verdure, îlots de chaleurs, trottoirs étroits et obstrués, traverses piétonnes effacées et très peu respectées, etc. Des problèmes qui ont aussi leurs pendant hivernaux, comme les trottoirs glacés, souvent impraticables, les grands vents autour des édifices en hauteur, la pression de l'automobile sur les piétons coincés dans des espaces trop étroits, forcés à céder le passage même sur les feux piétonniers...

Cette ville éphémère est un peu comme une de ces « villes invisibles » d'Italo Calvino, toutes plus originales et dépaysantes les unes que les autres : celle-ci est faite panneaux de signalisation amovibles, de peinture au sol, de bancs ou chaises de jardin colorés, et elle ne se manifeste que ponctuellement, selon des horaires capricieux : la 3e avenue est piétonne entre la 10e et la 11e rue à partir du 1er juin, du mardi au samedi,



L'aménagement de la rue Deligny en rue partagée, quartier Saint-Jean-Baptiste.

Photo : Marc Grignon

de 16h30 à 23h30, et le dimanche, entre 12h et 19h; l'avenue Cartier, à partir du 4 juin, le vendredi de 18h à 22h, le samedi et le dimanche, de 10h30 à 22h, etc...

Remarquons aussi l'inégale répartition des projets d'aménagement dans les quartiers—ce qui met bien en évidence les conditions et les problèmes qui ne sont pas les mêmes selon les secteurs. Par exemple, le peu de rues partagées ou de rues piétonnes dans Saint-Roch reflète clairement la situation d'un quartier où la fluidité des voies de transit a été systématiquement favorisée aux dépens de la qualité de vie des résidents. Le nombre d'axes « intouchables » dans ce quartier est en effet étonnant, par comparaison à son étendue (le boulevard Charest, les rues de la Couronne, Dorchester, du Prince-Edouard, Saint-Vallier, Arago), sans parler de ces bretelles d'autoroute qui dominent sa partie est.

Mais néanmoins—malgré une certaine timidité dans les aménagements estivaux envisagés par l'administration municipale—on a l'impression qu'une ville meilleure commence à se dessiner pour les résidents des quartiers centraux. Le caractère éphémère de ces aménagements leur donne en effet un véritable statut de projet; ils appellent à réfléchir collectivement et à petite échelle sur les améliorations possibles, à imaginer de nouvelles approches, à rêver d'une ville plus humaine. Certes, ce ne sont pas toutes les mesures mises en place pendant l'été 2021 qui pourraient être pérennisées, mais globalement, comme ils répondent à des problèmes existants, ces modestes aménagements mettent en évidence de pistes qui pourraient devenir de véritables priorités dans le développement des quartiers. Si elles sont devenues des priorités pendant la pandémie de COVID-19, ces mesures ne pourraient-elles pas aussi guider des projets plus durables?

Bus : refus de remettre des correspondances

Le RTC pénalise les personnes moins nanties

Depuis mai 2020, le RTC refuse de leur remettre une correspondance papier pour des raisons de santé publique. Par conséquent, lorsque la montée dans un autre autobus est nécessaire, ils et elles sont dans l'obligation de payer deux fois pour terminer leur trajet. Pour toutes les personnes à faible revenu qui peinent à joindre les deux bouts, ce double paiement est loin d'être anodin : il leur cause un tort important et un stress financier supplémentaire à celui que leur a causé la pandémie!

Le Collectif pour un transport abordable et accessible à Québec (TRAAQ) dénonce publiquement, aux côtés de plusieurs groupes et organisations, l'entêtement du RTC à suspendre le droit de correspondance aux citoyens et citoyennes payant leur passage en argent comptant.

Il faut rappeler que, de façon générale, les populations qui ont majoritairement recours au paiement en argent comptant sont les personnes itinérantes et

les personnes à faible revenu. Cela s'explique par le fait que, justement à cause de leur précarité, elles ont beaucoup moins accès aux autres moyens de paiement que le reste de la population : moins accès à un téléphone intelligent et à une connexion Internet à la maison, moins de points de vente du RTC près de chez soi, peu de réserve monétaire pour payer à l'avance des lots de billets, etc.

Un entêtement complètement injustifié!

En juillet 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Institut national de la santé publique du Québec (INSPQ) ont statué que le risque de transmission de la COVID-19 demeure faible lors d'une transaction en main propre. L'INSPQ considère même que cette transaction « peu[t]se faire en limitant le temps et la distance d'interaction avec le client et en restant vigilant sur l'hygiène des mains après la transaction. »

Au cours des derniers mois, le TRAAQ a déjà suggéré au RTC cette solution afin de dénouer l'impasse. Le RTC persiste à la refuser, et ce sans explication.

« La décision du RTC de maintenir la suspension des correspondances papier jusqu'au retour à la normalité contribue à aggraver les difficultés et les souffrances vécues par les personnes en situation de pauvreté. À nos yeux, il n'y a aucune raison valide pour que la remise des correspondances papier accompagnée d'un lavage de main - solution se conformant aux autres transactions en main propre dans notre ville - ne puisse pas s'appliquer au transport en commun » explique Catherine Rainville, animatrice sociale au TRAAQ.

Si c'est toutefois le cas, le TRAAQ et une vingtaine d'organismes signataires soutiennent qu'il est du devoir du RTC d'en expliquer la raison au public, de collaborer et de proposer d'autres solutions pour cesser de pénaliser indûment les personnes en situation de pauvreté utilisatrices du transport en commun qui n'ont pas d'autres choix que de payer en argent comptant. (TRAAQ)

**Même vacciné,
on doit se protéger.**





**Continuons d'appliquer les mesures sanitaires
pour se protéger et protéger les autres.**

[Québec.ca/coronavirus](https://quebec.ca/coronavirus)



La vaccination nous rapproche de ce moment.

Suivez la séquence de vaccination
prévue dans votre région et prenez
votre rendez-vous en ligne à

Quebec.ca/vaccinCOVID

Votre
gouvernement

Québec

Nos archives ?! Une mine d'or inexploitée, un trésor caché

Par Gilles Simard, ex-travailleur du communautaire

Est-ce à cause du décès inattendu de mon vieil ami Marc Boutin et de l'inventaire de son immense œuvre (articles, dessins, etc.) qu'une amie commune technicienne a commencé à constituer ? Est-ce aussi parce que j'avance en âge et parce qu'ils sont de plus en plus nombreux ces visages familiers des années 70 à s'effacer tout doucement de notre portrait collectif ?

Toujours est-il que jamais le besoin de créer un Centre de documentation du communautaire (propre à Québec) ne m'est apparu aussi criant. Et jamais, ces documents visuels et sonores qui sont ensilés un peu partout et n'importe comment dans les groupes communautaires, ne m'ont autant fait l'effet d'une mine d'or inexploitée, une sorte de Saint-Graal-des-savoirs en dormance attendant patiemment d'être trouvé pour mieux nous servir.

N'est-ce pas que serait bien de pouvoir compter sur un Centre de documentation et d'archives accessibles et utilisables alors que s'amorcent des luttes aussi longues et pénibles que celles du 3ème lien, du projet Laurentia et de tout ce qui concerne la transition écologique en général ? Alors que les droits des citoyens-nes se voient menacés de toutes parts par un ogre néolibéral multiforme et viral dont les variables ont toujours une longueur d'avance sur nos luttes et nos résistances ?

Pour un centre de documentation

Cité dans la revue Argus, Bernard Vallée, fondateur du Centre de documentation populaire de Montréal (CDP), disait en 2008 : « Dans le communautaire, il y a peu de centres de documentation, mais il y a beaucoup de documents. Et, à cause du localisme dont souffre le milieu communautaire, ces documents ont très peu de diffusion. C'est de la courte vue. » *

En attendant qu'on les trouve et les numérise, partout dorment des rapports, des périodiques, des journaux, des photos, des enregistrements sonores et visuels... Une véritable mine d'or inexploitée, vous dis-je !

Certes, nombre de groupes ont leurs propres centres de documentation (FRAPRU, groupes féministes, écologistes, etc.) mais qui, à part quelques personnes aguerries, peut vraiment y avoir accès ? Pareil pour d'autres structures d'archives dont l'action est analogue à celle

du communautaire et qui, même si elles fonctionnent de façon très dynamique (Archives Révolutionnaires, archives syndicales, féministes, etc.) ne touchent qu'un champ d'action limité.

De même, il y a eu toutes sortes d'initiatives, à Québec, au cours des derniers cinquante ans (Ciné-Vidéo-Québec, Atelier d'images populaires, l'Autre Ville etc.) mais qui n'ont pas duré... De vaillantes tentatives aussi, comme celle de Jacques Laverdière et Ginette Rouleau (années 90) de mettre sur pied un Centre de documentation, mais dont il ne reste pas grand-chose aujourd'hui. Pourtant comme disait récemment dans le Devoir le chercheur universitaire Jean-Marc Larue : « Archiver est un acte grave majeur et tout sauf neutre. Et l'humanité peut compter sur plus de traces que jamais du temps qui passe. Mais si ces traces ne sont pas archivées, nous ne produisons que de l'oubli », concluait-il.

Une responsabilité collective

Parlant d'archives, il y aussi le Net et ses innombrables ramifications. « Mais, objectait Anne St-Cerny de Relais-Femmes - et la pandémie lui aura donné raison - beaucoup de gens n'y ont pas accès. En plus, cet outil n'offre pas de tri de l'information, pas de guide et pas de contact humain. Tandis qu'un centre de documentation a le mandat de trier, organiser... » *

Là-dessus, le chercheur en archives de Québec Simon-Olivier Gagnon rajoute : « Il faut que les permanents-es des groupes communautaires prennent la responsabilité de demander aux gens qui les précèdent s'ils ont produit des archives, et si ces documents-là sont accessibles. En outre, ajoutait ce boursier de la BAnQ - qui mène un projet de recherche avec trois stations de radio communautaire dont CKIA -, il ne faut pas juste constituer et gérer des archives ! Il faut aussi



Le chercheur en archives Simon-Olivier Gagnon mène un projet avec les radios communautaires CKIA, CKRL et Radio Wendat.

Photo : Gilles Simard

les cartographier, connaître leur trajectoire et savoir les mettre en scène, les interpréter ! »

Terminons en citant Sylvie Jochems (une ancienne militante de l'ADDS-QM devenue prof à l'UQAM) : « C'est un enjeu citoyen politique de maintenir des centres de documentation qui ne sont pas juste là pour archiver mais qui animent la production et la diffusion de connaissances et de savoir critiques ».*

Un centre de documentation donc ??? Et pourquoi pas dans une « Maison du Communautaire » qui servirait, elle, de Centre d'interprétation des luttes urbaines et sociales à Québec ?

Comme disait ce bon vieux Jerry Boulet : « Qui se lèvera ??? »

* Leclair, J. (2008). *La documentation en milieu communautaire au Québec : entre menaces et avancées. Documentation et bibliothèques*, 54(2), 159-163.

Facebook au rayon X

Entre travail invisible et social de centre d'achat

Par Mathieu Parent

« Facebook », le mot est sur toutes les lèvres et pages de garde, comme un écran qu'il faudrait poser sur sa bouche pour écrire, afficher, diffuser avant de parler... se parler... L'intelligence derrière le fonctionnement de cette valise des communications n'est ni artificielle, ni le fruit d'une invention citoyenne, c'est une stratégie commerciale intégratrice de l'économie de l'information (savoir) et de la surveillance (pouvoir). Mais pourquoi diantre qualifie-t-on de « sociale » cette plateforme qui exclut les relations entre corps et personnes in situ pour magnifier leurs manipulables images et substituts ? Balayage au rayon X de cette envahissante toile d'araignée appelée réseau...

L'utilisateur-trice est un-e travailleur-euse

Que ce soit pour mousser une image, des idées, des produits et des ventes, tout le monde ne devient-il pas aussi un-e travailleur-euse pour la plateforme en l'utilisant ? Alors que ses usag-è-re-s pourraient, en toute logique économique, réclamer d'être rémunéré-e-s

pour leurs activités de production et d'animation de « contenus » en ces pages, iels sont au contraire nombreux-ses à payer en argent ou en nature pour effectuer ce travail d'affichage et de diffusion de « contenus ». Les médias de masse et les industries faisant des affaires culturelles ont compris et réclament leur dû. Si participer à la plateforme passe pour une opportunité, cela veut néanmoins aussi dire être un rouage et un produit de l'entreprise. Facebook ce n'est pas vraiment « gratuit ».

L'ordre dans la fragmentation

Tandis que le mélange des genres y est total, la fragmentation infinie du social qui s'y opère, entre profilage et effort de capture, fait de son principe de communication la dynamique inégalitaire de l'économie politique dominante. En ce sens, la distribution des flux d'informations déterritorialisés, de données et de privilèges de communication qu'il est possible d'y obtenir, dépend des investissements (argent consa-

cré et services rendus) dans la compagnie (animation, contenu, activité sur le réseau), mais aussi du profil construit et livré à la compagnie par chacun. De là, la plateforme assigne des positions assujetties à des rapports de forces dans un univers social découpé en fonction d'intérêts corporatifs de l'économie dominante.

Du déracinement et du mélange des genres

Quoi qu'il puisse en être d'éventuelles redevances pour les producteur-trice-s et animateur-trice-s de contenus, la nature de place de marché de la plateforme ne sera pas changée. Elle n'est pas d'abord faite pour l'engagement dans la rencontre, les relations à l'Autre et la délibération. Plus simplement, elle se développe comme un autre espace privé où le bouillonnement de tous les genres et registres d'écritures et d'expressions (dans l'absence des corps in situ) sert à garder chaude une grande soupière publicitaire.

Facebook au rayon X (Suite page 10)

Souvenirs des punks du Saguenay

Par **Nathalie Côté**

À la fin des années 1990, l'artiste en arts visuels Stéphanie Requin Tremblay a pris des milliers de photographies de la scène punk du Saguenay - Lac-Saint-Jean. Munie de caméras jetables et autres Kodak offerts par ses parents, elle a photographié ses amis, « les beaux gars dont elle voulait conserver l'image », comme elle dit. Elle a photographié ses copains, ses copines, les soirées de musiques, les partys. L'expo présentée au Lieu, depuis le 11 juin, regroupe 125 photographies noir et blanc. Elle en a fait beaucoup plus. On le devine. On le sait : il y en a 2000 comme ça. Pour l'expo au Lieu, elle en a numérisé une partie et les a imprimées en noir et blanc pour en faire un récit plus uniforme.

L'ensemble est presque nostalgique, tant il raconte les soirées d'été, les rencontres d'adolescents, bras dessus bras dessous, les soirées de musique, collés. Une autre époque quoi. C'est l'exploration du quotidien, dans la lignée de la photographe américaine Nan Goldin. L'exploration « d'une histoire adolescente : le machisme du rock, la violence de la drogue et la tristesse des banlieues, mais aussi les amours immenses, la tendresse infinie et le devenir artiste d'une femme », lit-on dans le communiqué.

« L'artiste visuelle et auteure est consciente qu'elle fait de sa vie une performance depuis 2005. Elle espère en secret qu'un jour, on reprenne toutes ses projets d'expériences autobiographiques pour en faire de beaux zines imprimés bien propres. Elle cherche une maison d'édition testamentaire. »

Un extrait d'un des poèmes de l'expo :

Dans ma banlieue résidentielle
j'organise une conférence de presse
pour annoncer que chaque jour
je vieillis un peu
tous les soirs
mon amie suce ce gars qui a le cancer
pour lui faire plaisir
aussi parce qu'il est très beau
elle avale sa mort à petite dose
dans l'espoir de le guérir
aujourd'hui elle est devenue mère

MUSIQUE

Stéphanie Requin Tremblay
Du 11 juin jusqu'au 4 juillet
Le Lieu, centre d'art actuel
345, rue du Pont



Une des 125 photos de Stéphanie Requin Tremblay exposée au Lieu.

Photo: DDP



Facebook au rayon X (suite de la page 9)

Immergées sous son arcade, « les » identités corporatistes et individuelles fabriquées pour lesquelles les ancrages communautaires et/ou géographiques, écologiques et/ou biologiques préexistants ne sont plus absolument nécessaires. Ainsi, la plateforme tient plus du non-lieu ou du trou que du lieu ou du milieu.

Une fabrique d'identités durcies

Avec un cadre orientant la communication vers l'existence de se relier pour étendre son influence (plutôt que de se rapprocher pour écouter), ajouté à la forme de ses contenus qui durcissent l'identité dans un cumul d'images et une mécanique documentaire se constituant d'affects et de commentaires en saccade, doit-on se surprendre de la difficulté de communication avec les autres qui accompagne selon plusieurs son utilisation ? Une dynamique qui creuse le manque dans un système de relations dont le dessein n'est pas horizontal ou circulaire, quoi qu'il puisse en avoir l'air aux premiers abords dans les petits cercles de communication initiant son utilisation. La plateforme coince le « social » à la fenêtre de son extrême réduction.

Le réseau devant le social

Bien sûr, l'entreprise n'est pas gouvernée démocrati-

quement et l'opacité entourant la gestion des codes qui régissent ses opérations, dont l'utilisation des contenus et des données d'utilisation, confirme son caractère privé. Ainsi, s'intégrer et parcourir ce réseau, c'est toujours emprunter des chemins menant à la porte grillagée d'un des planchers de la compagnie. Il est déplorable que les artistes, associations et institutions sociales, culturelles et politiques en fasse un pilier de leurs activités de communications publiques. Comme me l'a signifié Marcello Vitlali, professeur et chercheur à l'Université de Montréal sur les enjeux des technologies numériques lors d'une rencontre en 2018, ces dispositifs que nous utilisons deviennent le monde. Ils ne sont pas seulement un « à côté ». N'y a-t-il pas là les ingrédients d'une matérielle dépossession ?

Revenir à la table

Les fondements d'internet (neutre) et les besoins de la vie publique et citoyenne suggèrent la possibilité et la pertinence d'autres structures existantes et à constituer permettant d'éviter l'alliance déconcertante avec l'empire Facebook que nous pouvons observer entre individus, associations, institutions publiques, entreprises locales, groupes « communautaires » et gouvernements. Si c'était plutôt le social qui organisait son ou

ses réseaux informatiques sans en cacher les codes, ni écraser les autres instances interpersonnelles, locales, communautaires et intercommunautaires pour les recycler dans un mélange confus de publicité et de commentaires, ne serions-nous pas un peu plus libres, près de nous-mêmes et donc à même d'évoluer socialement à partir et avec le réel ? Pourquoi ne pas laisser les pages personnelles et rejoindre ensemble la table à dessin !

C'est ce que proposent les adeptes et pédagogues de l'informatique libre (facil.qc.ca, framasoft.org, fsf.org) qui puisent dans tout autre paradigme. Parmi les plateformes alternatives d'émergences récentes : Mastodon et Mobilizon. Le Front Porch Forum, autre exemple fort intéressant, est un réseau au service des citoyen-ne-s d'une communauté territoriale du Vermont où, notamment, l'anonymat et les pages robotisées (fausses pages) sont interdits. Avec un minimum d'effort collectif des réseaux à caractère public, axés vers le bien commun et préservant nos libertés sont possibles.

MANGER: UN CHOIX DE VIE

Saisons fructueuses

Par **Lorraine Paquet**

En ce début d'été, la nature nous offre, et ceci jusqu'en automne au Québec, des aliments fort précieux, les fruits. Symboles paradisiaques par leur fécondité, leur volupté et leur honnêteté (contrairement aux sucres industriels si menteurs), ils existent en plusieurs catégories : fruits d'arbres (pommes, poires, abricots, cerises, prunes, raisins, avocats, agrumes, bananes), petits fruits, ou baies (fraises, framboises, groseilles, bluets, mûres, cassis, cerises, prunelles), cucurbitacées (melon, cantaloup), broméliacée (ananas), et fruits secs (dattes, figues, abricots, raisins, pruneaux, bananes, poires, pommes.) L'embarras du choix !

Les fruits jouent un rôle majeur dans notre nutrition en offrant des vitamines (A, C, B2, B6, K, acide folique, entre autres), des minéraux (potassium, fer, magnésium, calcium, cuivre, etc.), très peu de protéines, et aucun gras (sauf l'avocat qui procure des acides gras essentiels). Ils sont également une mine d'or de fibres alimentaires essentielles à la santé intestinale.

Mais ce n'est pas tout : ils soignent ! D'abord, ils contiennent plusieurs composés antioxydants qui permettent de protéger l'organisme contre les néfastes radicaux libres. Ensuite, ils entretiennent la santé globale grâce à la pectine qui élimine le plomb et transforme les métaux lourds en sels métalliques insolubles ; ne pouvant être absorbés, ils sont excrétés. De plus, la pectine lie le strontium 90 et réduit le dépôt de cet isotope dans le squelette.

Quoiqu'il en soit, on les utilise d'abord pour le plaisir des papilles. Afin de vraiment bénéficier des qualités gustatives autant que nutritives des fruits, il faut qu'ils soient bien mûrs. Or, presque partout dans nos chau-

mières, on les met directement au frigo en revenant de l'épicerie alors qu'ils ont été cueillis avant maturité. C'est ainsi que, amer souvenir de mon enfance, ma mère mettait du sucre sur des pamplemousses autant immanquables qu'indigestes. Elle les aurait laissés reposer à la température de la pièce quelques jours, la nature aurait fait le travail, nous aurions joui du bonheur de manger tout en ayant été mieux nourris, et nous n'aurions pas endommagé nos organismes avec des acides générateurs d'arthrite, d'arthrose, d'ostéoporose. Et que dire des malheureux kiwis ! Pourtant, la nature nous avertit clairement : un fruit au goût sur et n'est tout simplement pas comestible.

À l'exception des pommes, qui nous arrivent bien mûries (et qui sont délicieuses froides), la plupart des fruits ne devraient jamais être réfrigérés (ceci inclut les tomates et les poivrons). N'ayez crainte, ils ne pourriront pas avant plusieurs jours. Vérifiez-les par la couleur (la banane doit avoir des taches brunes ce qui indique que l'amidon indigeste est transformé en sucres assimilables), ou au toucher (ils devraient être plus mous), ou à l'œil (les agrumes peuvent avoir la peau légèrement fripée). Mais attention aux baies, plus périssables ; un ou deux jours à la chaleur, et vous êtes cuits !

Dans l'optique d'une meilleure qualité nutritionnelle, évitons le pire du pire : les peler ! Au moins 75% des vitamines et minéraux sont logés immédia-



Un pommier en Basse-Ville.

Photo : DDP

tement sous la pelure. Sans compter les fibres. Peler, c'est mettre aux poubelles une merveilleuse source de nutriments. Évidemment, cette consigne ne s'applique pas aux fruits à peaux épaisses comme les agrumes, les bananes, melons, etc. Avez-vous déjà vu un singe manger la pelure d'un cantaloup ? Singeons les singes !

La macrobiotique affirme que ce qui vit sur un sol donné est le mieux adapté pour la population qui y réside : bref, la banane est bonne pour les Africains et le gras de phoque parfait pour les Esquimaux. Pas l'inverse. Profitons donc allègrement de nos pommes, fraises, framboises, bleuets... en saisons !

à Vélo, le nouveau service de vélo partage

Par **Alexandre Dumont**

« à Vélo », c'est le nouveau projet du Réseau de transport de la Capitale (RTC), qui mise sur la multiplicité des modes de déplacements afin de bonifier son offre et de rendre le transport urbain plus agréable, plus efficace, et plus durable.

Dès cet été, dix stations seront déployées dans les quartiers centraux. Elles serviront à accueillir les cent vélos rendus accessibles pour cette première phase du nouveau service. La fabrication de ces engins, tous munis d'une assistance électrique (qui pourra par ailleurs être désactivée si vous souhaitez faire plus d'exercice!), a été confiée à l'entreprise PBSC, spécialisée dans le service de vélo partage.

L'idée de se tourner vers des vélos à assistance électrique était d'inciter le plus de gens possible à utiliser ce moyen de transport dans la vieille capitale, et ce, malgré une topographie pour le moins exigeante; c'est que les côtes sont nombreuses à Québec! Le service prévoit une répartition constante des vélos dans chacune des stations afin d'assurer leur disponibilité en tout temps.

Les stations seront modulaires. Elles pourront être déplacées très facilement et même aménagées à des endroits de façon temporaire lors de grands événements, par exemple. Pour accéder au service, il sera possible d'utiliser sa carte Opus ou son téléphone. Une application mobile permettra de localiser en temps réel les vélos de la flotte et d'effectuer des paiements avec un code QR. Pour les utilisateurs qui n'auraient pas de téléphone portable, des bornes alimentées à l'énergie solaire permettront aussi la location des vélos dans les stations.

Le coût de l'abonnement devrait être moins cher que celui des Bixis de Montréal et moins cher que celui de Vancouver. On parle d'un système abordable, un peu

plus cher que celui de Toronto cependant. Des rabais sont prévus pour les détenteurs de l'« abonne-bus », entre autres.

Pour la première phase, les stations seront déployées dans les quartiers centraux : 3e Avenue à Limoilou, secteur de la gare du Palais, place des Canotiers, Hôtel de Ville, place d'Youville, parc de la Francophonie, église Saint-Jean-Baptiste, avenue Cartier, Saint-Roch et Saint-Vallier.

Le RTC ne vise pas de groupe d'âge ou de type de personnes. On cherche plutôt à inciter les gens de Québec tout comme les touristes à utiliser le service de vélo partage pour les déplacements utilitaires et courts.

D'ici 2024, le RTC prévoit mettre mille vélos à assistance électrique en libre-service dans la capitale et implanter cent stations. Les pôles d'éducation, d'emploi, les secteurs à haute densité de population et les lieux où se trouvent des équipements municipaux comme des parcs et des bibliothèques seront sélectionnés pour l'implantation des nouvelles stations.

Pour l'instant, le RTC prévoit que le service à Vélo sera offert du 1er mai au 31 octobre, mais ne ferme pas la porte au maintien du service en hiver. Des études devront toutefois être effectuées, notamment pour évaluer si les vélos peuvent résister au sel et si les batteries peuvent s'adapter aux écarts de température.

Le projet est ambitieux, séduisant. S'il a du succès, il sera assurément un complément avantageux au tramway dans les années à venir. Cependant, le RTC reste flou sur les coûts de l'abonnement à ce service. Il faut aussi noter que le casque sera obligatoire, ce qui pourrait déplaire à certains. Ce sont les policiers de la Ville de Québec qui feront respecter les règles entourant l'usage des vélos en libre-service. À noter que seules les personnes de dix-huit ans et plus pourront utiliser

les vélos sans permis de conduire. Pour les mineurs, un permis de conduire permettra leur location, mais un permis de cyclomoteur pourra suffire. Cette réglementation s'applique parce qu'il s'agit de vélos à assistance électrique.

En somme, il faudra voir comment se passera l'été 2021 pour déterminer si l'offre cyclable sera véritablement améliorée par ce projet. On ne peut être contre la vertu; cependant, la Ville de Québec doit continuer de miser sur toutes les formes de transport durable en augmentant les infrastructures tant pour les piétons que les cyclistes qui utilisent leur propre bicyclette. L'idée de créer une véritable culture du vélo à Québec est louable. Il faut espérer que le projet aura des retombées positives pour l'ensemble des utilisateurs de transports durables de la ville. En outre, les véritables changements se feront probablement sentir d'ici quatre ou cinq ans, puisque pour la saison estivale qui arrive, rappelons que seule une centaine de vélos seront disponibles.



Faut que j'me pousse en héros cet été

Par Michael Lachance

“The moment you know you know you know.”

- David Bowie

Ça a commencé avec une pizza. Doc a faim, il a commandé un deux pour un dans une pizzeria quelconque, efficace.

- T'as si faim Doc ?
- Il est seize heures !
- Je prends des forces et j'ai faim.
- Tu prépares quoi en coulisse ?
- Je me pousse jusqu'en septembre.

- Tu vas où.
- Nulle part, je me pousse de l'espace public.
- Donc tu t'enfermes pour l'été ?
- Non, je me concentre sur moi, sans plus. Je serai un troglo-dyte stoïque.

- T'es maintenant stoïcien ou simplement déprimé ?
- La situation actuelle appelle à la dépression. Le contraire est fou.
- Je te revoie à l'automne l'ami ?!
- J'en doute, j'ai planifié un braquage de banque avec quelques confrères radiés du collège ; on a un plan.
- Je suis inquiet. Ce n'est pas un peu suicidaire au XXIe siècle ?

Doc ironise toujours. Se sent-il triste ? Quelque chose ne fonctionne pas...

Deux semaines sans nouvelle. Il n'est pas chez lui. Et s'il planifie sérieusement ?? Doc m'inquiète ! Ai-je dis?

J'ai pris une gorgée d'air du fleuve, mi-saline, surtout climatisante. Je me suis posé sur une roche, j'ai posé mon poing sous le

menton, j'ai fouillé les lointains et une idée m'a traversé. Elle a jailli comme ça, sans effort : et si Doc était ruiné ?

Le cas échéant, ça veut dire, pour l'automne, bien de la matière pour poursuivre les aventures.

La ville sera un chantier permanent, ou ne sera pas. Cette dernière hypothèse semble la plus forte.

Et doc :

- L'ami je vais jouer au golf ce matin, dix-huit trous, tu m'accompagnes ?
- Tu évites tes soucis ?
- Je fais comme toi, je remets à plus tard.
- La procrastination est un art mal compris.

On se croise en septembre. Laissons Doc vivre cet été, souhaitons-lui des découvertes.



À la Baie de Beauport.

Photo: DDP

L'homme à la voix d'or

Par Gilles Bérubé

Serge Bouchard, anthropologue et narrateur exceptionnel sur les ondes de Radio-Canada depuis plus de vingt ans, nous a quittés en mai dernier. Je me sens en deuil. J'aimais cet homme à la voix d'or. Une voix qui nous accroche dès le départ par sa présence et par le récit instructif du conteur. Il se tenait debout et avait la curiosité de connaître les premiers occupants du Québec. Il a parcouru le territoire et suite à la rencontre avec eux, il a pris position pour défendre avec courage les premières nations : les Inuits, les Montagnais et les Cris. Il avait étudié leur histoire, en a certainement discuté avec eux et a obtenu leur amitié en récompense. Aucun doute pour lui d'être solidaire pour défendre leurs droits.

Il avait une parole et il la tenait, ce qui aujourd'hui est rare. Je l'ai découvert il y a de cela plusieurs années avec une émission à la radio intitulée : “Les remarquables oubliés”. Il m'a fait connaître les héros de la Nouvelle-France, des coureurs des bois, des grands chefs Indiens, des trappeurs remarquables et célèbres comme Radisson et Des Groseilliers, des éclaireurs et

guides qui étaient les véritables explorateurs de cette nouvelle terre, l'Amérique par-delà les frontières.

Je me suis senti fier en écoutant ses histoires très bien documentées. Nos ancêtres avaient beaucoup de courage et de cœur, et n'ont pas hésité, malgré les énormes difficultés, à entrer en forêt, à se connecter avec les amérindiens, à apprendre à pêcher, chasser le gibier, trapper, et se battre pour leur survie.

En écoutant religieusement Serge Bouchard isolé chez moi dans les montagnes de Stoneham, ancien bourg irlandais, j'ai découvert un côté inconnu de notre histoire et grâce à lui je me suis senti fier de tous ces hommes exceptionnels qui ont ouvert de nouvelles voies par leurs talents multiples...

Reposez en paix Monsieur Bouchard !

Vous faites partie du club des remarquables oubliés.

Vous êtes à la recherche d'absolu ?

DEVENEZ MEMBRE ET IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE DU JOURNAL

Adhésion individuelle	10\$
Adhésion individuelle (à faible revenu)	5\$
Adhésion de groupes et organismes	25\$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :

Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 | 418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org

**VOUS AIMEZ LIRE
DROIT DE PAROLE ?
VOUS POUVEZ LE
TROUVER DANS LES
LIEUX SUIVANTS**

Limoilou

Alimentex

1185, 1^e avenue
Bibliothèque Saint-Charles
400, 4^e Avenue
Cégep de Limoilou
1300, 8^e Avenue

Saint-Roch

Tam-tam café

421, boulevard Langelier

CAPMO

435, rue du Roi

Maison de la solidarité

155, boulevard Charest Est

Bibliothèque Gabrielle-Roy

230, rue du Pont

Le Lieu

345, rue du Pont

Saint-Sauveur

Au bureau de Droit de parole

266, Saint-Vallier Ouest

Des Pains sur la planche

638, rue Saint-Vallier Ouest

Club vidéo Centre-ville

230, rue Marie-de-l'Incarnation

Supérette, bouffe et déboire

411, Saint-Vallier Ouest

Saint-Jean-Baptiste

L'ascenseur du faubourg

417, rue Saint Vallier Est

Bibliothèque de Québec

755, rue Saint-Jean

L'Intermarché

850, Rue Saint-Jean

Montcalm

Centre Frédéric-Back

870, avenue de Salaberry

Un Coin du Monde

1150, avenue Cartier

Ste-Foy

Université Laval

Pavillons Casault et Bonenfant

Comité logement d'aide aux

locataires de Ste-Foy

2920, rue Boivin

Librairie Laliberté

1073, route de l'Église

Vieux-Québec

Librairie Pantoute

1100, rue Saint-Jean

**Lisez-nous
en ligne
droitdeparole.org**